



Conseil économique et social

Distr. générale
9 juillet 2012
Français
Original : anglais

Session de fond de 2012

New York, 2-27 juillet 2012

Point 5 de l'ordre du jour

**Assistance économique spéciale, aide humanitaire
et secours en cas de catastrophe**

Note verbale datée du 6 juillet 2012, adressée au Cabinet du Secrétaire général par la Mission permanente de la République arabe d'Égypte auprès de l'Organisation des Nations Unies

La Mission permanente de la République arabe d'Égypte auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Cabinet du Secrétaire général et a l'honneur de lui faire tenir ci-joint le texte du résumé du Président adopté par la Conférence sur l'appel urgent pour le Sahel tenue à Genève le 29 juin 2012 dans le cadre d'une initiative égyptienne (voir annexe). L'Égypte affirme qu'elle est disposée à contribuer à toute initiative future de la communauté internationale visant à fournir une aide humanitaire aux pays du Sahel. À cet égard, la Mission souhaiterait aussi informer le Cabinet qu'elle a également transmis l'annexe ci-jointe au Bureau du Président de l'Assemblée générale et au Bureau du Président du Conseil économique et social, afin qu'elle soit distribuée comme document officiel de la session de fond de cette année du Conseil économique et social et examinée lors du débat consacré aux affaires humanitaires.



**Annexe à la note verbale datée du 6 juillet 2012 adressée
au Cabinet du Secrétaire général par la Mission permanente
de la République arabe d'Égypte auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

**Conférence sur l'appel urgent pour le Sahel,
tenue le 29 juin 2012 à Genève**

Résumé du Président

1. Le groupe des ambassadeurs africains a tenu le 29 juin 2012 la Conférence sur l'appel urgent pour le Sahel, en collaboration avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (BCAH), le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).
2. Cette conférence est une initiative du groupe des ambassadeurs africains, qui visait à appeler l'attention de la communauté internationale sur une situation particulièrement grave et complexe.
3. Tous les participants à la Conférence sont convenus que la crise au Sahel touchait tous les pays de la région, déjà considérablement affaiblis par les conséquences de la crise alimentaire provoquée par une grave sécheresse, à laquelle s'est ajoutée la crise politique actuelle au Mali et l'insécurité découlant de l'activisme endémique de groupes terroristes séparatistes et des activités de réseaux de trafiquants de drogue, d'armes de petits calibres, de produits illicites et d'êtres humains.
4. Les pays sahéliens concernés ont souligné qu'en raison de cette situation alarmante et malgré le caractère limité de leurs ressources, ils ont fourni des efforts considérables sur les plans politique et financier et dans le domaine de la sécurité pour tenter d'atténuer les répercussions de cette crise dans la région, notamment en accueillant un nombre accru de réfugiés maliens et d'autres pays et en s'efforçant de créer des structures d'aide humanitaire pour les populations touchées, en coordination avec les différents intervenants et organismes à vocation humanitaire. En outre, plusieurs pays, dont les pays voisins de la région du Sahel, ont fait preuve d'une grande solidarité avec les États sahéliens avant même l'éclatement de la crise au Mali, notamment en leur offrant une importante aide humanitaire alimentaire et médicale, ainsi qu'un appui et une expertise techniques, particulièrement dans les domaines de l'agriculture et de la lutte contre le criquet migrateur.
5. Comme on a pu le constater, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'Union africaine ont réagi assez rapidement en créant un Groupe d'appui et de suivi sur la situation au Mali, qui s'efforce actuellement de trouver une solution politique à la crise malienne en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies, dans le respect absolu de l'unité et de l'intégrité territoriale du Mali. Une démarche de médiation a été entreprise par le Burkina Faso dans le but de trouver une solution politique au conflit. Elle aura pour point de mire les origines de la crise au Sahel et plus particulièrement les volets de

la sécurité et du développement. De leur côté, les pays de la Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD) ont préconisé, dans la déclaration finale de leur réunion tenue à Rabat le 11 juin 2012, que la CEN-SAD adopte une stratégie globale de solidarité avec le Sahel et qu'elle fasse de la sécurité et du développement durable dans la région l'une de ses priorités.

6. Les intervenants et organismes à vocation humanitaire ont appelé l'attention sur plusieurs aspects alarmants de la situation humanitaire à court et à long terme. La FAO a souligné que l'insécurité alimentaire et la malnutrition étaient des caractéristiques constantes de la situation socioéconomique dans la région et que la croissance économique, l'emploi et les revenus des collectivités rurales et des particuliers au Sahel dépendaient fortement de l'agriculture. Or, le secteur agricole était sous-performant depuis longtemps et le volet agricole des plans d'intervention humanitaire était constamment sous-financé. L'OMS a mis en lumière les répercussions sanitaires de la malnutrition, dont les complications provoquaient la mort des plus vulnérables, notamment les enfants de moins de 5 ans. Par ailleurs, la malnutrition aggravait certaines maladies évitables, qui devenaient même mortelles, alors que les systèmes de santé des États du Sahel étaient parmi les moins performants au monde. De son côté, le HCR a expliqué que la situation dramatique que vivaient les réfugiés et les personnes déplacées, déjà présents dans de nombreux pays de la région, avait empiré du fait de l'afflux, dans les pays voisins, de nombreux Maliens déracinés. En outre, dans certaines régions, la précarité des conditions de sécurité compromettait l'accès à l'aide humanitaire. D'autre part, les ressources financières mobilisées pour protéger et aider les réfugiés demeuraient très limitées et deviendraient insuffisantes si d'autres déplacements se produisaient. L'UNICEF a relevé qu'il importait de préparer un avenir meilleur pour les enfants, rappelant qu'il fallait aider les États et les collectivités à renforcer leur capacité de protéger les enfants par divers moyens, notamment les investissements dans la prestation de services sociaux de base. Pour sa part, le BCAH a rappelé le rôle important qu'il jouait et qui consistait à coordonner les interventions et à assurer le suivi dans les neuf pays du Sahel touchés par la crise. Il appartenait donc au coordonnateur régional des secours humanitaires, qui venait d'être nommé, d'aider les coordonnateurs résidents et les coordonnateurs de l'action humanitaire à renforcer la capacité de récupération des collectivités, à établir des priorités en matière d'utilisation des ressources et à surmonter des difficultés spécifiques telles que l'insécurité et les problèmes d'accès, notamment en collaborant avec les organisations régionales, les principaux intervenants dans les domaines de la paix et de la sécurité et le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest. Par ailleurs, les appels lancés au cours des mois précédents faisaient état d'une approche stratégique destinée à répondre aux besoins de chaque pays.

7. La plupart des participants se sont dits conscients du fait que les conséquences de cette crise pourraient dépasser les frontières du Mali et du Sahel et constituer une réelle menace à la sécurité de l'ensemble de l'Afrique du Nord, voire de l'Europe du Sud. Il faut donc mobiliser encore plus les sphères médiatique, politique et financière de la communauté internationale pour favoriser la mise sur pied d'une intervention collective et coordonnée adaptée aux difficultés futures.

8. Tout en remerciant l'ensemble des bailleurs de fonds, le Groupe africain a démontré que les donateurs devaient intervenir davantage, dans la mesure où l'aide humanitaire et l'attention accordées par la communauté internationale à tous les

aspects de la situation s'étaient avérées insuffisantes face à l'ampleur de la crise qui sévissait sur tous les fronts au Sahel.

9. De nombreux pays ont fait état d'initiatives prises pour aider la région, notamment le Partenariat pour la résilience face aux crises alimentaires au Sahel, lancé par la Commission européenne en juin 2012, la politique d'éradication de la faim, adoptée à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable tenue à Rio de Janeiro (Brésil), en juin 2012, et la Conférence internationale des donateurs pour la consolidation de l'autosuffisance alimentaire au Niger organisée par l'Organisation de la Conférence islamique à Doha en 2007.

10. Les participants à la Conférence ont donc recommandé de :

a) Mieux faire connaître au grand public et à la communauté internationale la gravité de la situation au Sahel;

b) Soutenir la procédure d'appel global portant sur un montant de 1,6 milliard de dollars pour le Sahel;

c) Mobiliser une aide accrue de la communauté internationale ainsi qu'une réponse efficace et coordonnée à la grave situation humanitaire au Sahel;

d) Voir plus loin que la situation actuelle et soutenir les initiatives visant à mettre fin aux origines de la crise;

e) Promouvoir et renforcer la capacité de récupération à tous les niveaux : collectivités locales, nation et région;

f) Adopter une double démarche, c'est-à-dire offrir un secours d'urgence aux populations les plus touchées par la faim, tout en investissant dans des solutions à plus long terme;

g) Prendre rapidement des mesures pour éviter une aggravation de la situation alimentaire. Comme dans d'autres secteurs, le calendrier et la saison jouent un rôle crucial dans l'agriculture et l'élevage, surtout au Sahel. Il est donc crucial d'agir dès maintenant pour soutenir les agriculteurs durant la période de soudure en cours et pour les aider à préparer la morte saison;

h) Renforcer immédiatement les interventions visant à améliorer la capacité de réaction, pour prévenir les maladies et les décès évitables, à l'approche de la saison des pluies;

i) Favoriser l'appropriation nationale de l'aide internationale en harmonisant cette dernière avec les initiatives nationales et régionales existantes et en assurant une coordination efficace entre elles;

j) Continuer de renforcer les interventions afin de stimuler les capacités des intervenants du domaine humanitaire sur le terrain et de mobiliser davantage de fonds;

k) Veiller à ce que l'aide humanitaire parvienne directement aux populations dans le besoin. Tout détournement de l'aide humanitaire par des acteurs non étatiques doit être sévèrement condamné;

l) Maintenir le caractère pressant des appels de fonds en soulignant le lien entre l'action humanitaire et les programmes de développement et en renforçant la capacité des gouvernements à réagir aux futures crises.